

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques

N° 177 / 4 juin 2014

Je pense à MON AVENIR

J'INVESTIS POUR MON EMPLOI

Je rejoins la CGT

PRIME D'INTERESSEMENT



De plus en plus tard, de moins en moins gratifiante... Effet de la crise sur les finances publiques ? Après un report de mai en juin l'an passé, la direction générale a annoncé sa mise en paiement avec la paie du mois d'août.

Officiellement, le décalage serait justifié par les opérations en cours sur les régimes indemnitaires et la prime de caisse. Pour autant, aucune information n'a été donnée quant au montant de cette prime, ce qui démontre que la question n'est pas que technique, mais renvoie aux choix politiques au sommet de l'état.

Pour moins de 50 centimes par jour, c'est vraiment tout petit et mesquin !

LENDEMAIN D'ELECTIONS

Parlons du FN, mais pas que du FN. Il y a deux façons de tenter d'apporter une solution à la crise du système capitaliste, pas exclusives l'une de l'autre par nature, mais parfois contradictoires.

IL N'EST PAS DE SAUVEURS SUPREMES*

La première, c'est de s'en remettre à l'action politique de telle ou telle organisation ou personnalité, au risque de confier ses intérêts à qui va les trahir, ou qui fondamentalement en défend de totalement opposés.

On a souvent mis en cause le vieux fond xénophobe atavique du FN. Cela reste un marqueur fort qu'il faut combattre.

On a parfois bêtement raillé ses propositions économiques sur le ton condescendant des initiés. Cela s'est parfois révélé approximatif, souvent inefficace ou contre-productif.

On a trop rarement récusé son programme social.

Or c'est dans ce programme que réside l'imposture.

Il suffit de se rappeler les propos de Marine LE PEN contre le mouvement social des retraites en 2010 pour savoir dans quel camp se situe son parti : « Ensemble, gouvernement et syndicats jettent la France dans le chaos... La tolérance zéro doit s'appliquer à tous les émeutiers ».

Nous étions trois millions de manifestants émeutiers à défendre nos retraites, sans compter celles et ceux, plus nombreux encore, qui les soutenaient. Ça en fait du monde à embastiller ! Et quel beau projet pour la France.

Le programme du FN, rappelons-le, préconise la suppression de toute notion d'âge légal pour la retraite.

En matière fiscale, il propose une tranche maximale d'impôt sur le revenu à 46% et la suppression de l'ISF : pas vraiment des mesures pour les plus modestes.

Sur la fonction publique, le discours est affligeant de banalité ultra-libérale : il y a trop de fonctionnaires (sauf dans la police, l'armée et la justice...), il faut « aménager » les 35 heures à l'hôpital, pas d'augmentation générale du point d'indice etc...

Comme d'autres, le FN considère le travail comme un coût, et s'il parle, lui aussi, de baisser les cotisations salariales, pas un mot sur la revalorisation du smic.

Bref, un discours et un programme dont s'accommoderait facilement le Medef et qui ne défriserait même pas la Commission Européenne !

SOUFFLONS NOUS MEME NOTRE FORGE*

La deuxième façon pour les salarié-es de travailler à un changement profond de la société, c'est de prendre leur place dans le combat collectif.

C'est bien sûr plus exigeant que de glisser (ou non) un bulletin dans une urne une fois tous les 5 ou 6 ans.

Cela veut dire un engagement personnel, au besoin le sacrifice d'un peu de son temps libre, parfois d'une ou plusieurs journées de salaire.



Si l'on considère que ce qu'il faut combattre, ce sont les politiques d'austérité qui se succèdent malgré l'alternance, les inégalités qui se creusent,

les difficultés à vivre décemment pour beaucoup, alors il faut prendre sa place dans un combat permanent contre les responsables de cette politique de classe.

Car, quoiqu'en disent certains, la lutte des classes n'est pas une lubie de syndicaliste mais une réalité que pratiquent quotidiennement patronat et possédants de tous les pays :

« Il y a une guerre des classes, où ma classe gagne de plus en plus, alors qu'elle ne le devrait pas » déclarait crûment en 2005 le milliardaire Warren Buffett sur CNN.

Et quoiqu'en suggèrent d'autres, ce n'est pas le sans-papiers malien qui décide de délocaliser la production de France à l'étranger, ni d'octroyer aux actionnaires des dividendes qui en moyenne sont passés en 30 ans de 5% à 23% de la valeur ajoutée des entreprises.

* Extraits du 2ème couplet de « l'Internationale » (paroles d'Eugène Pottier écrites en 1871, toujours d'actualité... et libres de droits)

AUX CONTROLES, CITOYENS !

La présentation sur Ulysse du plan national de lutte contre la fraude aux finances publiques pour 2014 arrêté le 22 mai dernier nous laisse perplexes.



Il y est réaffirmé que « la mission de contrôle fiscal de la DGFIP garantit que chaque contribuable, paie sa juste part d'impôts ».

C'est déjà assez savoureux quand on connaît la part des contrôles affectant les particuliers d'une part, les professions libérales et entreprises de l'autre.

Mais voilà que l'on nous parle de « promouvoir un contrôle citoyen » envers les entreprises reposant sur 5 axes, dont un encouragement à la régularisation avant ou pendant le contrôle. De la douceur envers ces pauvres entrepreneurs qui seraient l'unique objet de toutes nos suspensions !

Mais en fait de suspects, c'est dans le dossier de presse (donc à destination du public) qu'ils sont les mieux identifiés. On y trouve le montant très détaillé des fraudes sociales par types de prestations, mais pas le montant des fraudes fiscales par type d'impôt. Ce n'est pourtant pas le même public qui fraude à l'impôt sur le revenu et à la TVA, et ce n'est pas pour les mêmes montants !

L'accent est mis de manière insistante sur la fraude documentaire, laissant à penser qu'elle bénéficie surtout à certains types de particuliers, suivez mon regard... Ce dossier réussit d'ailleurs le tour de force d'évoquer le travail illégal sans parler de la responsabilité des donneurs d'ordre !

Aux contrôles, citoyens ! Mais sans former de bataillons (ou de brigades) puisque la doctrine d'emploi n'est pas remise en cause. Il faudra se contenter du « data mining » piloté par une « task force », pour parler le jargon bercynien : à défaut d'être plus efficace, ça fait plus moderne et plus sérieux que « ciblage statistique ».